

Bonjour,

Merci de nous avoir transmis ce questionnaire. Le Parti Vert du Québec considère que la lutte contre le VIH et les autres ITSS doit reposer sur une approche de santé publique fondée sur la prévention, la science, l'accès universel aux soins, la réduction des méfaits et le respect de la dignité des personnes.

Notre programme 2026 propose notamment de simplifier l'accès au dépistage du VIH et des ITSS, d'instaurer une assurance médicaments universelle, publique et gratuite, de renforcer considérablement les services de santé mentale, de soutenir la réduction des méfaits et les services de consommation supervisée, ainsi que de mieux protéger les droits des personnes LGBTQIA2S+.

Vous trouverez ci-dessous nos réponses aux six questions.

1. Dépistage du VIH, du VHC et autres ITSS

Le Parti Vert du Québec veut faciliter et élargir l'accès au dépistage du VIH et des autres infections transmissibles sexuellement et par le sang. Notre programme prévoit explicitement de simplifier l'accès au dépistage des ITSS et du VIH.

Nous voulons renforcer la prévention et les soins de première ligne afin que les personnes puissent avoir accès rapidement au dépistage, sans jugement et avec le moins possible d'obstacles administratifs ou financiers. Une attention particulière doit être accordée aux populations qui rencontrent actuellement davantage de difficultés à accéder au réseau de la santé.

Le dépistage précoce est à la fois une question de santé individuelle et de santé publique. Nous voulons donc que le Québec investisse davantage dans la prévention, le dépistage et l'information afin de réduire les diagnostics tardifs et les nouvelles transmissions.

2. Accessibilité aux traitements

Le Parti Vert du Québec propose d'instaurer une couverture universelle, publique et gratuite des médicaments d'ordonnance. Notre objectif est clair : aucune personne ne devrait être privée d'un médicament essentiel en raison de sa situation financière.

Cette approche doit également s'appliquer aux médicaments utilisés pour prévenir et traiter le VIH lorsqu'ils sont médicalement indiqués. Nous voulons donc éliminer les barrières financières à l'accès à la PrEP et à la PPE et assurer un accès rapide aux traitements

recommandés par les professionnels de la santé.

Concernant la doxy-PPE et les autres outils de prévention qui évoluent avec les connaissances scientifiques, le Parti Vert privilégie une approche fondée sur les données scientifiques et les recommandations de santé publique. Lorsque leur utilisation est médicalement indiquée, leur coût ne devrait pas constituer un obstacle à leur accessibilité.

3. Soutien aux organismes intervenant en réduction des méfaits

Le Parti Vert du Québec considère la consommation de drogues et les dépendances d'abord comme des enjeux de santé publique. Notre approche repose sur la prévention, la réduction des méfaits, l'accès aux soins et l'accompagnement plutôt que sur la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues.

Les organismes communautaires possèdent une expertise de terrain essentielle. Ils réussissent souvent à rejoindre des personnes qui sont éloignées du réseau public et établissent avec elles des relations de confiance indispensables à la prévention des surdoses et des infections.

Le Parti Vert veut donc assurer un financement adéquat, stable et prévisible aux organismes œuvrant en réduction des méfaits. Nous voulons également renforcer leur collaboration avec le réseau public de santé tout en respectant leur autonomie et leur expertise.

4. Mesures contre les surdoses

Le Parti Vert du Québec reconnaît explicitement l'ampleur de la crise des opioïdes et l'urgence d'agir pour réduire les décès et les méfaits associés à la consommation de drogues. Notre programme privilégie une approche de santé publique fondée sur la prévention, la réduction des méfaits, l'accès aux soins et l'accompagnement.

Un gouvernement Vert favorisera l'ouverture de centres de consommation supervisée dans toutes les régions du Québec et leur assurera un financement adéquat. Ces services permettent non seulement de prévenir les surdoses et les décès, mais aussi de créer un lien avec les services de santé, de prévention et de soutien. Nous renforcerons également l'accès aux traitements et à l'accompagnement pour les personnes qui souhaitent réduire leur consommation ou mettre fin à une dépendance.

Nous sommes également favorables à l'élargissement des mesures de réduction des méfaits fondées sur les données scientifiques, notamment l'accès à la naloxone, à l'analyse

des substances et au matériel permettant une consommation plus sécuritaire. Les personnes qui consomment des drogues doivent pouvoir accéder aux services de santé, au logement et au soutien dont elles ont besoin sans discrimination ni stigmatisation.

5. Soutien aux communautés 2ELGBTQIA+

Le Parti Vert du Québec défend pleinement les droits des communautés 2ELGBTQIA+. Notre programme reconnaît explicitement que les personnes transgenres et non binaires font face à des obstacles importants dans l'accès aux soins de santé, au logement, à l'emploi, à l'éducation et à la sécurité. Nous nous engageons à garantir des droits réels, des services accessibles et des conditions de vie dignes.

Nous renforcerons les programmes d'éducation et de sensibilisation contre la transphobie, l'homophobie et les autres formes de discrimination. Nous voulons également mettre en place des mécanismes clairs permettant de prévenir, signaler et sanctionner la discrimination, l'intimidation et la violence dans les écoles, les milieux de travail, les services publics et le logement.

Sur le plan de la santé, nous voulons des services accessibles, sécuritaires et respectueux des réalités des personnes trans, non binaires et bispirituelles. Le Parti Vert propose également d'intégrer pleinement les soins de santé mentale au réseau public afin que chaque personne puisse consulter gratuitement un psychologue, un psychothérapeute ou un autre professionnel qualifié. Notre programme prévoit spécifiquement le développement de services adaptés aux personnes marginalisées et aux régions actuellement mal desservies.

Nous voulons enfin une éducation à la sexualité inclusive qui reflète réellement la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre, ainsi qu'un meilleur financement des ressources jeunesse LGBTQIA2S+, particulièrement en région.

6. Financement et reconnaissance des organismes communautaires

Le Parti Vert du Québec reconnaît formellement l'expertise essentielle des organismes communautaires et leur capacité particulière à rejoindre des personnes qui sont parfois éloignées du réseau public. Dans le domaine du VIH, des ITSS et de la réduction des méfaits, cette expertise doit être considérée comme une composante à part entière de notre réponse collective en matière de santé publique.

Nous sommes favorables à un rehaussement durable et prévisible du financement à la mission des organismes communautaires afin qu'ils puissent maintenir leurs équipes, offrir

des conditions de travail décentes et planifier leurs interventions à long terme. Les organismes qui fournissent des services essentiels à la population ne devraient pas être maintenus dans une situation permanente de précarité financière.

Nous voulons également renforcer la collaboration entre le réseau public de santé et les organismes communautaires, tout en respectant pleinement l'autonomie de ces derniers. Notre approche générale des services publics prévoit d'ailleurs de miser davantage sur l'expertise des usagers, des travailleurs du secteur public et des organismes communautaires pour identifier les problèmes et améliorer les services.

Conclusion

Pour le Parti Vert du Québec, mettre fin à la transmission du VIH, réduire les autres ITSS et prévenir les décès par surdose nécessitent avant tout des services publics accessibles, une prévention adéquatement financée, des médicaments accessibles gratuitement, une véritable politique de réduction des méfaits et une collaboration étroite avec les organismes communautaires et les populations directement concernées.

Nous refusons les approches qui stigmatisent les personnes en fonction de leur état de santé, de leur consommation de substances, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Notre objectif est de bâtir un système de santé véritablement universel, public, inclusif et fondé sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles.

Nous vous remercions pour cette consultation ainsi que pour le travail effectué par la COCQ-SIDA, la TOMS et leurs organismes membres. Nous nous excusons également pour l'envoi de nos réponses après l'échéance indiquée et espérons qu'il sera encore possible de les intégrer à votre publication.

Cordialement,

Alex Tyrrell
Chef du Parti Vert du Québec